



© Ton Koene - creative.iscpix.be

À Aux îles Fidji, le réchauffement climatique fait monter le niveau de la mer de 6 millimètres par an. Un phénomène qui pousse les habitants à quitter leur île

ANTHROPOCÈNE ET SES VICTIMES

par François Gemene

La raison principale de l'absence de définition relative à la migration provoquée par la dégradation de l'environnement ou le changement climatique est liée à la difficulté d'isoler les facteurs environnementaux des autres moteurs de la migration. Avons-nous fait des progrès depuis lors ? Oui et non.

La difficulté d'isoler les facteurs environnementaux existe encore, mais personne ne semble contester l'importance de ceux-ci en tant que force motrice du déplacement. Le concept de « migration environnementale » est à présent un élément courant des études

sur la migration et le nombre de projets de recherche, d'ateliers et de conférences a considérablement augmenté. En même temps, le concept de « réfugiés environnementaux » ou de « réfugiés climatiques » a été progressivement abandonné étant donné qu'il n'a pas de base sur le plan juridique.

La politique dans l'anthropocène

L'anthropocène, en tant qu'époque géologique, demeure un concept controversé parmi les géologues : d'après ses « défenseurs », il signale une nouvelle ère géologique, l'âge de l'Homme où

ces derniers sont devenus la force majeure des transformations de la Terre. Nous devons également être conscient que l'anthropocène pourrait aussi être considérée comme une opération de dépolitisation des individus. Plutôt que l'âge des humains, l'Anthropocène serait en fait mieux décrit comme une 'oliganthropocène',

l'âge de quelques hommes (et d'encore moins de femmes), pour reprendre une expression d'Eryk Swyngedouw. Si ces hommes sont en effet devenus les principaux acteurs des transformations de la Terre, la majorité des humains sont aussi devenus les victimes de ces transformations, plutôt que leurs agents.

La migration en tant que ressource

Au fur et à mesure que le concept de « migration environnementale » a gagné du terrain, la migration était moins perçue comme une décision en dernier ressort que les personnes prenaient lorsqu'elles avaient épuisé toutes les options possibles pour s'adapter dans leur lieu d'origine et qu'elles n'avaient plus d'autre choix. Nous avons insisté sur le fait que les migrants ne devraient pas être perçus comme des victimes sans ressources et expiatoires du changement climatique, mais plutôt comme des acteurs détenant beaucoup de ressources pour leur propre adaptation. Nous avons soutenu que la migration pourrait en effet s'avérer une stratégie d'intégration puissante : les migrants pourraient diversifier leurs revenus, atténuer les pressions environnementales dans leur région d'origine, envoyer des fonds ou simplement se mettre eux-même et leurs familles à l'abri. Cette vision a été rapidement adoptée par de nombreuses institutions et organisations. Encore mieux : elle a frayé son chemin dans les négociations internationales sur le changement climatique. En 2010, le Cadre de Cancun pour l'adaptation a inclus dans son article 14 les « mesures pour améliorer la compréhension,

« Au fil du temps, les 'réfugiés climatiques' sont devenus les incarnations humaines du changement climatique, à la fois premiers témoins et premières victimes de ses impacts »
@Gemenne



la coordination et la coopération en ce qui concerne le déplacement, la migration et le déménagement prévu provoqués par le changement climatique (...) ».

Le mouvement des personnes n'était plus une question de politiques de migration mais plutôt de politique environnementale, une stratégie d'adaptation.

La trahison des migrants

Nous avons fait l'impasse sur un élément au cours de ce processus de « dévictimation » des migrants : nous avons utilisé les changements environnementaux comme un cheval de Troie pour « dépolitiser » la migration. Une difficulté fondamentale dans l'action collective face au changement climatique est que ceux qui doivent entreprendre le plus d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les pays industrialisés, sont aussi ceux qui seront comparativement moins affectés par les impacts du réchauffement climatique. Du point de vue d'une perspective néolibérale, les pays industrialisés n'ont guère intérêt à agir : notre capacité à agir est désavouée par notre intérêt.

Dépolitiser la migration

Un exemple particulier montre ce processus de dépolitisation de la migration par le biais d'une perspective environnementale. Dans la presse et les débats publics, ceux qui étaient déracinés en raison du changement climatique étaient autrefois souvent appelés « réfugiés climatiques ». Les chercheurs dans le domaine juridique et les organisations internationales se sont cependant efforcés de rejeter ce terme qui n'avait aucun fondement juridique. La plupart des chercheurs ont logiquement été d'accord de ne pas utiliser ce terme et d'utiliser davantage de termes cliniques comme ceux de « migrants climatiques », « mobilité dans le contexte du changement climatique », etc. J'étais l'un d'entre eux et je pense que j'avais tort. En abandonnant le terme « réfugié climatique », nous avons aussi dépolitisé la réalité de ces migrations. Un élément central dans le concept de « réfugié » est la persécution : pour pouvoir être considéré comme réfugié, un individu doit fuir ou craindre la persécution. Abandonner le terme « réfugié climatique » signifie aussi également dans un sens renoncer à reconnaître le changement climatique comme forme de persécution contre les plus vulnérables.

Garder la terre habitable

Le plus grand défi de l'anthropocène est peut-être le défi du cosmopolitisme. L'anthropocène, en tant que concept, peut donner

la fausse impression d'une humanité unifiée où tous les êtres humains seraient des acteurs du changement dans la planète. L'anthropocène est cependant aussi enraciné dans les inégalités où l'action de certains provoque la souffrance des autres. Et à cet égard l'anthropocène peut également mener à la dépolitisation des individus où « l'environnementalisation » de la politique finirait par devenir une dépolitisation de l'environnement. C'est ce qui s'est passé dans une certaine mesure avec les réfugiés climatiques. C'est la raison pour laquelle l'anthropocène est d'abord et avant tout la question de maintenir la terre habitable. Et cela montre qu'il existe au moins une excellente raison de parler des réfugiés climatiques.



> AUTEUR

François Gemene est chercheur en sciences politiques (CEDEM - Université de Liège / CEARC - Université de Versailles) et il est également expert associé au CERI - Sciences Po. Spécialiste de la géopolitique environnementale et de la gouvernance des migrations, il intervient également sur ces questions dans diverses universités, notamment à Sciences Po (Paris et Grenoble), à l'Université Paris 13 et à l'Université libre de Bruxelles.